



CHAPITRE 208

LOI CONCERNANT LES INHUMATIONS ET LES EXHUMATIONS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des inhumations et des exhumations.*

SECTION I

DISPOSITION INTERPRÉTATIVE

2. Les mots “directeur du service provincial d’hygiène”, employés dans la présente loi, signifient le directeur du service provincial d’hygiène nommé en vertu de la Loi de l’hygiène publique de Québec (chap. 186). S. R. (1909), 4427; 12 Geo. V, c. 29, s. 159.

SECTION II

DES INHUMATIONS

§ 1.—Dispositions générales

3. Il n’est procédé à aucune inhumation, avant que la personne préposée à l’enregistrement des actes de l’état civil soit mise en possession d’un certificat établissant la cause du décès, ou d’un permis de transport échangé pour tel certificat, tel que prescrit par l’article 136 de la Loi de l’hygiène publique de Québec (chap. 186). Certificat qui doit précéder l’inhumation.

Acte de toute sépulture doit être dressé par la personne préposée à cette fin, conformément aux dispositions du titre des *Actes de l’état civil* du Code civil. S. R. (1909), 4428; 12 Geo. V, c. 29, s. 160. Acte de sépulture.

4. Aucune inhumation ne doit être faite ailleurs que dans un cimetière légalement établi, sauf les cas autrement prévus par la loi. S. R. (1909), 4429. Où peuvent être faites les inhumations.

5. Le cadavre d’aucune personne ne doit être inhumé ni embaumé avant l’expiration de vingt-quatre heures, au moins, à compter du décès. Délai pour inhumer les cadavres.

Certains
règlements
non affectés.

Le présent article n'affecte pas les règlements faits à cet égard par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 186), ou par les corporations municipales en vertu de leur charte. S. R. (1909), 4430; 12 Geo. V, c. 29, s. 161.

Inhumation
des catholi-
ques romains
régulée par
l'autorité
religieuse
seule.

6. Il appartient à l'autorité catholique romaine seule de désigner dans le cimetière la place où chaque personne de cette croyance doit être inhumée; et, si cette personne ne peut être inhumée d'après les règles et les lois canoniques, selon les jugements de l'ordinaire, dans la terre consacrée par les prières liturgiques de cette religion, elle reçoit la sépulture dans un terrain réservé à cette fin et attenant au cimetière. S. R. (1909), 4431.

§ 2.—Des règles pour les inhumations

Comment le
cercueil est
couvert.

7. Dans les cas où il n'est pas statué autrement, le cercueil est déposé dans une fosse et recouvert d'au moins trois pieds de terre; mais le directeur du service provincial d'hygiène peut, dans des cas particuliers, dispenser de l'application du présent article. S. R. (1909), 4432; 12 Geo. V, c. 29, s. 162.

Dispense.

Qui peut per-
mettre l'inhumation dans
une église.

8. 1. Aucune inhumation n'a lieu dans une église ou chapelle servant aux exercices du culte, sans une autorisation spéciale accordée par l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine.

Précautions
à prendre
dans ce cas.

2. Dans le cas où cette permission est accordée, le cadavre doit être mis dans un cercueil contenant au moins cinq livres de chlorure de chaux ou de chaux vive, et ce cercueil doit être déposé dans une fosse et recouvert d'au moins quatre pieds de terre, ou enfermé dans un ouvrage en maçonnerie d'au moins dix-huit pouces d'épaisseur si cet ouvrage est en pierre, ou d'au moins vingt pouces d'épaisseur si cet ouvrage est en brique, la brique et la pierre étant bien noyées dans le ciment.

Application
de cet article.

3. Le présent article n'affecte pas les pouvoirs accordés aux corporations municipales par leur charte. S. R. (1909), 4433.

Cadavre des
personnes
mortes de ma-
ladies conta-
gieuses ne
peuvent être
inhumés dans
une église,
etc.

9. Outre ce qui est ou sera prescrit par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil relativement aux cadavres de personnes mortes de maladies contagieuses, le cadavre d'aucune personne décédée de choléra asiatique, de typhus, de variole, de diphtérie, de fièvre scarlatine, de rougeole ou de la morve

ne peut être inhumé dans une église ou chapelle, ni déposé dans un charnier public.

Le cadavre de toute personne décédée de quelque une des maladies énumérées au présent article doit être transporté directement du lieu du décès au cimetière. Transport immédiat de ces cadavres au cimetière. S. R. (1909), 4434; 12 Geo. V, c. 29, s. 163.

10. L'autorité ecclésiastique locale ou diocésaine peut, en tout temps, défendre l'entrée des cadavres dans les églises placées sous sa direction, chaque fois qu'elle juge que l'entrée des cadavres dans les églises peut être préjudiciable à la santé publique. Droit de l'autorité ecclésiastique. S. R. (1909), 4435.

11. Les charniers publics ne peuvent être construits que dans les cimetières. Où sont construits les charniers publics. S. R. (1909), 4436.

12. Aucun cadavre ne peut être déposé dans un charnier public avant le 1er novembre, et tous les cadavres qui y ont été déposés doivent être inhumés avant le 1er mai. Époque du dépôt dans le charnier et de l'inhumation. S. R. (1909), 4437.

13. Les inhumations dans les charniers particuliers ou privés ne peuvent être faites qu'en la manière suivante, savoir: Inhumation dans les charniers particuliers.

1° En déposant le cercueil dans une fosse et le recouvrant de trois pieds de terre; ou

2° En enfermant le cercueil dans un ouvrage en maçonnerie d'au moins douze pouces d'épaisseur si l'ouvrage est en pierre, et d'au moins dix-huit pouces d'épaisseur si l'ouvrage est en brique, les pierres et les briques étant bien noyées dans le ciment; ou

3° En entourant le cercueil sur toutes ses faces d'une couche de ciment de quatre pouces d'épaisseur. A cette fin, on doit construire une case de telle manière que l'intérieur de cette case mesure sur sa longueur, sa largeur et sa hauteur, huit pouces de plus que le cercueil qui doit y être enfermé, les parois de la case devant être en briques cuites cimentées et avoir quatre pouces d'épaisseur. Le fond des cases de la rangée inférieure est fait en briques cimentées ou en béton. Les cases inférieures servent de fond aux cases supérieures. Le cercueil est déposé dans la case ainsi construite sur quatre blocs en pierre de quatre pouces de hauteur, de manière à laisser un espace libre de quatre pouces sur toutes les faces, et cet espace est rempli de ciment jusqu'à l'égalité des parois en briques. S. R. (1909), 4438.

Défense
d'ouvrir un
cercueil sans
permission.

14. Il est interdit d'ouvrir un cercueil depuis l'enregistrement du décès jusqu'à l'inhumation, à moins que ce ne soit pour les fins de la justice, ou à moins que permission n'ait été donnée par l'autorité ecclésiastique locale, ou par le maire ou, en son absence, par un juge de paix de l'endroit, après affidavit démontrant l'opportunité de le faire.

S'il s'agit du
cadavre
d'une per-
sonne décédée
d'une mala-
die conta-
gieuse.

S'il s'agit du cadavre d'une personne décédée de quelqu'une des maladies énumérées à l'article 9, l'ouverture du cercueil n'est permise que pour les fins de la justice et en prenant les précautions prescrites par le directeur du service provincial d'hygiène. S. R. (1909), 4439; 12 Geo. V, c. 29, s. 164.

Défense de
continuer à se
servir d'un
cimetière.

15. Il est loisible à l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine, lorsqu'elle le croit convenable pour la décence ou la santé publique, de défendre les inhumations dans les cimetières, les églises ou chapelles placés sous sa direction.

Amende.

L'infraction à cette défense rend passible de l'amende imposée par l'article 22 toute personne qui participe à une telle inhumation. S. R. (1909), 4440.

SECTION III

DES EXHUMATIONS

§ 1.—*Disposition interprétative*

"Marguilliers".

16. Dans la présente section, le mot "marguilliers" comprend tout dignitaire d'une église ou congrégation, ayant l'administration d'un cimetière, quel que soit le nom qu'il porte. S. R. (1909), 4441.

§ 2.—*Des procédures pour l'exhumation*

Ordonnance
du juge pour
exhumation.

17. 1. Sur requête, accompagnée d'affidavit en attestant la vérité, présentée à un juge de la Cour supérieure, pendant le terme ou en vacances, par toute personne demandant l'exhumation d'un ou de plusieurs cadavres inhumés dans une église ou chapelle, ou dans un cimetière, dans le but de construire, réparer ou vendre une église, une chapelle ou un cimetière, ou dans le but d'inhumer de nouveau ces cadavres dans une autre partie de la même église ou chapelle ou du même cimetière, ou dans un autre cimetière, ou dans le but de reconstruire ou de réparer le tombeau ou le cercueil dans lequel un cadavre a déjà été déposé, et indiquant dans le cas de transport projeté d'un cadavre, ou de plusieurs cadavres, la partie de la même église ou chapelle ou du

même cimetière, où l'on désire déposer ce cadavre ou ces cadavres, le juge peut ordonner ou permettre que le cadavre ou les cadavres soient exhumés ainsi que demandé par la requête.

2. L'ordonnance accordant la requête, revêtue du sceau de la Cour supérieure et signée par le protonotaire, est, pour la personne ayant la possession, la charge ou la garde de l'église, de la chapelle ou du cimetière, une autorisation suffisante pour permettre l'exhumation demandée. Effet de l'ordonnance.

3. Avant de pouvoir obtenir l'ordre ou la permission du juge aux fins de procéder à une exhumation dans une église, une chapelle ou dans un cimetière catholique romain, en vertu du présent article, le requérant doit démontrer que permission en a été obtenue de l'autorité ecclésiastique supérieure du diocèse dans lequel il est situé. Permission qui doit précéder l'ordonnance s'il s'agit d'un cimetière catholique.

4. S'il s'agit de l'exhumation du cadavre de quelque personne décédée de quelqu'une des maladies énumérées à l'article 9, le requérant doit démontrer que permission en a été accordée par le directeur du service provincial d'hygiène, et le juge ne permet l'exhumation que sujet aux précautions prescrites par ledit directeur pour protéger la santé publique. Idem s'il s'agit du cadavre d'une personne décédée d'une maladie contagieuse.

5. Sans la permission du juge, obtenue tel que susdit, il est interdit de procéder à aucune exhumation dans une église ou chapelle ou dans un cimetière. S. R. (1909), 4442; 12 Geo. V, c. 29, s. 165. Permission du juge, nécessaire.

18. Lorsque, dans une paroisse ou mission, l'autorité religieuse compétente décide de relever un ancien cimetière et d'en ouvrir un nouveau, tout juge de la Cour supérieure, en terme ou en vacances, sur requête à lui présentée par le desservant ou missionnaire de la paroisse, et par la majorité des marguilliers de l'église ou desserte à laquelle appartient cet ancien cimetière, ou aux besoins de laquelle il est affecté, peut accorder la permission de faire transporter et inhumer dans ce nouveau cimetière tous et chacun des cadavres inhumés dans l'ancien. S. R. (1909), 4443. Transfert des cadavres d'un cimetière à un autre.

19. Le curé, ministre, missionnaire ou les marguilliers de cette paroisse ou mission, suivant le cas, font garder un registre de tous les cadavres enlevés de l'ancien cimetière, indiquant autant que possible, les noms et prénoms des personnes dont les cadavres sont ainsi enlevés, ainsi que les noms et prénoms de ceux qui ont demandé l'enlèvement, ou constatant qu'ils ont été enlevés par ordre de ce curé, ministre ou missionnaire. Registre que doivent garder les curés, etc., des cadavres transférés.

et des marguilliers de cette église ou congrégation. S. R. (1909), 4444.

Registre doit être certifié.

20. Le registre est certifié par le curé, ministre ou missionnaire de l'église ou de la congrégation à laquelle appartient l'ancien cimetière. S. R. (1909), 4445.

Date des exhumations.

21. Aucune exhumation de plus d'un cadavre à la fois n'est permise du 1er juin au 1er septembre de chaque année. S. R. (1909), 4446.

SECTION IV

DES PÉNALITÉS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pénalités pour contraventions.

22. 1. Quiconque se rend coupable de contravention ou participe à quelque contravention aux dispositions des articles 4 à 15, et 17 à 21, devient passible d'une amende n'excédant pas trois cents dollars, qui peut être recouvrée avec dépens sur poursuite intentée devant la Cour supérieure du district, et du jugement de ce tribunal il y a appel devant la Cour du banc du roi dont le jugement est final.

Appel.

Autres pénalités.

2. Toute infraction aux articles 7, 11, 12, 13 et 15 rend passible, en outre, d'une amende additionnelle qui peut être recouvrée de la même manière, n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque jour que l'infraction se continue. S. R. (1909), 4447.

Qui peut poursuivre.

23. La poursuite peut être intentée:

- 1° Par le directeur du service provincial d'hygiène;
- 2° Par la corporation municipale de l'endroit; ou
- 3° Par la fabrique de la paroisse ou mission.

Amendes.

Dans tous les cas, l'amende appartient à la couronne. S. R. (1909), 4448; 12 Geo. V, c. 29, s. 166.

Signification de certains mots lorsqu'il s'agit d'un cimetière non catholique, etc.

24. Dans le cas d'églises ou de cimetières non catholiques, les mots: "l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine" ou "l'autorité ecclésiastique locale ou diocésaine" ou "l'autorité ecclésiastique supérieure" ou "l'autorité religieuse compétente", dans les articles 8, 10, 15, 17 et 18, s'entendent des autorités, dignitaires, fonctionnaires, fidéicommissaires, administrateurs ou compagnies de cimetière ayant, d'après la loi ou l'usage, l'administration de ces églises ou cimetières, et ces articles doivent s'interpréter comme s'ils étaient faits pour le cas de ces églises et de ces cimetières. S. R. (1909), 4449.

25. La présente loi ne s'applique pas aux mesures prescrites par les autorités judiciaires ou les officiers de justice, soit quant aux inhumations, soit quant aux exhumations, lorsqu'il s'agit de réaliser les fins de la justice. S. R. (1909), 4450.

Application de cette loi.
